

# HOROYA

TRAVAIL

JUSTICE

SOLIDARITÉ

25  
FRANCS

• BUREAUX, IMPRIMERIE PATRICE LUMUMBA 2<sup>ème</sup> ETAGE •

B. P. 341 — CONAKRY Tél. 51-50

## ÉDITORIAL

### DE LA NOTION DE COOPÉRATION

Dans des émissions et éditions récentes, la presse impérialiste reproduisait les termes d'une déclaration faite à Abidjan par M. Philippe Yacé, Président de l'Assemblée Nationale de Côte-d'Ivoire, dans laquelle ce dernier disait notamment :

«M. Sékou Touré nous accuse d'être à la solde de l'impérialisme, alors que la Guinée reçoit de ces mêmes impérialismes plus d'aides que la Côte-d'Ivoire.»

Cette manière de s'excuser, qui cache mal l'état d'une conscience agitée, confirme l'accusation sur la base des faits que nous avons toujours porté contre le régime de M. Houphouët-Boigny.

D'abord, notons que M. Yacé ne cite pas de chiffres à l'appui de sa déclaration. Ainsi n'en citerons — nous pas non plus. Mais signalons que M. Yacé élude la véritable question, fidèle qu'il est à la politique de son gouvernement consistant à dénigrer, au mépris de toute réalité objective, d'entretenir et de couvrir la haine de l'impérialisme français revanchard contre notre régime démocratique, populaire et progressiste.

La véritable question est donc celle de la coopération que M. Yacé n'a pas osé aborder, n'abordera pas, ni aujourd'hui ni demain — et pour cause.

Qu'elle soit politique, économique ou militaire, la notion de coopération a une forme et un contenu. Son contenu particulièrement obéit à une ligne politique définie, une option donnée. M. Usher Assouan, ministre des affaires étrangères de M. Houphouët l'affirme, bien qu'en se contredisant, dans une interview à «Réalités Ivoiriennes» du 29 avril 1966 lorsqu'il

(Suite page 2)

## «Le peuple de Guinée combattrait l'irresponsabilité pour mieux instaurer la plénitude de ses droits»

DECLARE LE SECRETAIRE GENERAL

DU P. D. G., LE PRESIDENT AH. SEKOU

TOURE A LA CONFERENCE DES

CADRES DE MACENTA

La deuxième journée du Secrétaire général du Parti Démocratique de Guinée à Macenta a été marquée mardi par une importante conférence

des cadres qui s'est tenue à la permanence fédérale.

C'est à 10 h 30 que le Président Ahmed Sékou Touré

a ouvert cette conférence qui a groupé autour de la Direction Nationale du Parti le gouverneur de région, le bureau fédéral, les comités directeurs de la fédération, les 9 comités de base de la ville, les comités de la J.R.D.A. et les cadres administratifs de Macenta.

Ouvrant la conférence, le Secrétaire général du P.D.G. a particulièrement insisté sur la nature démocratique et populaire du régime guinéen «C'est pourquoi, devait ajouter le chef d'Etat, la présente

conférence doit permettre aux responsables et aux militants de débattre de tous problèmes, de dénoncer les carences, afin de les combattre. Il s'agit de stigmatiser, les agissements malhonnêtes et anti-populaires de tous ceux qui tentent d'agir dans le sens contraire aux prescriptions du Parti et aux intérêts populaires.»

«La présente conférence se doit grâce au sens des responsables et au courage révolutionnaire qui ne manqueront pas de caractériser les interventions, de renforcer les bases du Parti et de fortifier son action quotidienne au service de notre peuple.» Le cadre des débats ainsi défini, militants et responsables se sont faits inscrire pour venir tour à tour exprimer leurs vues sur les problèmes et dénoncer publiquement les insuffisances constatées dans les différents domaines de la vie nationale. Près de 30 personnes sont ainsi intervenues durant 4 heures. Militants et militants de Macenta mesuraient ainsi une fois encore les réalités concrètes de la démocratie nationale instaurée par notre Parti d'avant-garde, le P.D.G. qui a combattu l'irresponsabilité et restauré au peuple souverain la plénitude de ses droits. Il n'y a pas de révolution sans conscience révolutionnaire, comme il ne saurait y avoir de progrès sans effort, a dit le Président Ahmed Sékou Touré.»

C'est pourquoi le Parti Démocratique de Guinée (PDG) en donnant au peuple le pouvoir de conception de décision et de contrôle a redonné au peuple guinéen la responsabilité dont l'avait frustré 60 années de colonisation. La responsabilité recouvrée, le peuple de Guinée s'est résolument attelé à la tâche d'édification nationale, convaincu que les acquis résultant de l'effort quotidien et soutenu, lui appartiennent entièrement.

Le grand enseignement qu'il convient de tirer de la

(Suite page 2)

## La solidarité est le devoir de tous les mouvements de libération dans le monde

écrit un étudiant soudanais dans un message aux Présidents Kwamé N'Krumah et Ahmed Sékou Touré

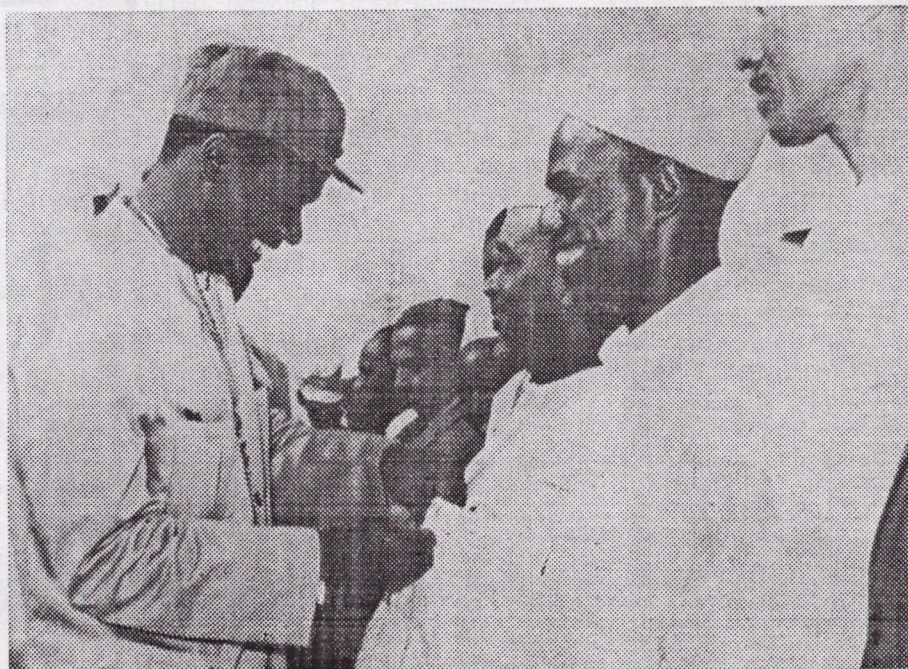
Le front de lutte patriotique s'élargit, se consolide à la mesure de l'agressivité de l'impérialisme international.

Et jamais, plus qu'aujourd'hui les forces patriotiques et Révolutionnaires n'ont mieux apprécié l'impérieux devoir qui leur incombe de resserrer leur solidarité de lutte pour faire échec aux criminelles tentatives de l'impérialisme.

C'est ainsi notamment que depuis le crapuleux et lâche coup de force perpétré par l'impérialisme à Accra, les manifestations d'admiration et de solidarité ne cessent de parvenir aux Présidents Kwamé N'Krumah et Ahmed Sékou Touré qui incarnent la profonde détermination de lutte des peuples Africains décidés à vivre libres et

(Suite page 3)

Le 1er mai 1966, le président Ahmed Sékou Touré procédait à la remise de la Médaille d'Honneur du Travail aux récipiendaires.





# La Guinée l'Afrique le monde

## DE LA NOTION DE COOPÉRATION

Suite de la première Page

déclare : « Vous savez qu'en économie — voyez les fluctuations de la Bourse — il suffit d'un petit mouvement politique pour que l'on ressent tout de suite des remous économiques ».

Ainsi depuis des temps immémoriaux, les hommes, les sociétés et les Etats malgré leur différence de nature, ont-ils coopéré en vue de la recherche d'un avantage commun.

L'histoire donne plusieurs exemples d'états révolutionnaires coopérant avec des puissances capitalistes. Mais cette coopération se fait dans l'intérêt réciproque des partenaires, jamais au détriment du peuple réel de l'état révolutionnaire.

Afin de perpétuer sa domination sur nos territoires, la France avait décrété sa loi-cadre, organisé le référendum du 28 Septembre 1958, échafaudé une soit disant « Communauté franco-africaine » avec des « organismes de coopération s'appuyant sur des bases militaires. Elle suivait bien une ligne politique, elle obéissait à une option : celle-là impérialiste et néo-colonialiste. Leurs intérêts devaient être sauvegardés au détriment de ceux des peuples et français et africains.

Entre autres exemples, voilà deux voies diamétralement opposées qui reflètent le sens et le contenu de la notion de coopération : l'une, populaire, progressiste, anti-impérialiste et l'autre antipopulaire, impérialiste, et néocolonialiste.

Inaugurant l'Usine de textiles de Sanoya, le camarade Ismaël Touré, membre du B.P.N. disait : «... La politique économique du P.D.G. vise à l'élévation du niveau de vie des travailleurs en tant que Principe Fondamental de développement non capitaliste. » Ainsi pour notre Etat qui suit une telle politique la notion de coopération ne peut-elle être que populaire, anti-impérialiste et anti-néocolonialiste. C'est pourquoi, fidèle à nos options politiques, à l'O.U.A. et à notre peuple, le gouvernement Guinéen n'a pas hésité le 15 décembre 1965 à rompre les rela-

tions diplomatiques avec la Grande-Bretagne sur la question du Zimbabwe bien qu'elle ait entretemu auparavant des rapports de coopération économique avec la Guinée dans la réalisation de l'Usine textile susmentionnée, « sur la base de la réciprocité d'intérêts, du respect mutuel des souverainetés ».

Le 10 mai 1966 à Sanoya, cette notion de coopération économique populaire, anti-impérialiste et anti-néocolonialiste a été ainsi exprimée dans cette pensée du Président Ahmed Sékou Touré :

« Un peuple qui se dit indépendant, parce que ayant une armée, une devise, un hymne, un gouvernement ou une assemblée, mais qui laisserait à la seule volonté de l'étranger la détermination des objectifs de son développement et en fonction des seuls intérêts étrangers, cet Etat ne serait indépendant que de nom. La Guinée ne peut être de cette catégorie d'Etats ».

« Et quand nous disons qu'il y a des fantoches et que le « fantochisme » consiste à donner le dos à la responsabilité et à vanter l'étranger comme seul élément décisif du bonheur de la nation, c'est la trahison la plus manifeste. Et c'est pourquoi le P.D.G. et son gouvernement ont le droit de dénoncer une telle mentalité, un tel comportement dans la vie de notre Continent.

Par contre lorsque radios et journaux impérialistes clament à tous vents le « Boom » économique ivoirien l'on sait parfaitement à quoi s'en tenir. Car nous savons que les foyers économiques constitués par les banques étrangères qui envahissent la Côte-d'Ivoire, les grosses sociétés coloniales qui ont à présent changé d'enseigne, exportent pour environ 90% de leurs dividendes vers leur métropole. Qui plus est, l'on sait que moins de 2% d'Ivoiriens ont des participations dans ces banques et sociétés en dehors naturellement des éléments de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique et salariale en formation et au sein de laquelle se retrouvent les hauts fonctionnaires, les députés et les ministres

## La conférence des cadres de Macenta

(Suite de la première page)

conférence des cadres est que celle-ci a permis aux militants de Macenta de démontrer leur sens aigu des responsabilités, leur détermination farouche de demeurer les gardiens vigilants des principes de notre Parti et les soldats infatigables pour la défense des acquis de la Révolution.

A l'issue des interventions des responsables et des militants le ministre d'Etat, M. El Hadj Saifoulaye Diallo a tiré les conclusions des travaux, au nom du Bureau Politique National.

Dans son allocution le ministre d'Etat a félicité les conférenciers pour la qualité de leurs interventions caractérisées par le courage révolutionnaire et la responsabilité militante. Il a ensuite communiqué les décisions prises par la Direction Nationale du Parti, à savoir la déchéance de leurs fonctions de M. Toupou Koya, précé-

corrompus et concussionnaires.

Bien d'autres exemples peuvent nous édifier.

M. Houphouët n'annonce-t-il pas par ailleurs au monde entier qu'il a requis les forces armées françaises (d'ailleurs basées en Côte-d'Ivoire) pour voler à son secours contre la République de Guinée ?

La Côte-d'Ivoire qui est pourtant Chef de file du « Conseil de l'Entente » (avec l'impérialisme !) a-t-elle rompu ses relations diplomatiques avec la Grande Bretagne au sujet de la Rhodésie du Sud ?

Voilà entre autres, quelques éléments qui illustrent bien le sens de la coopération avec les puissances impérialistes comme l'entend M. Yacé. Et nous nous demandons, si ce sieur, en faisant sa déclaration, a bien pris soin d'étudier la vérité sur la notion de coopération comme l'entendent le peuple et le Parti Démocratique de Guinée.

Alors nous concluons en invitant M. Yacé à comprendre que l'on ne peut séparer la politique de l'économie, par conséquent la notion de coopération obéit à une ligne politique donnée et nous espérons qu'il ne se plaindra plus de ce que la Guinée dit du régime ivoirien qu'il est le produit de l'impérialisme donc néocolonialiste !

demment 2ème secrétaire du bureau fédéral et de MM. Soropogui Sako et Massa Koïvogui tous deux membres du comité directeur de la section de Macenta.

La conférence a clôturé ses débats à 16 h 30. La délégation

présidentielle a visité l'Ecole Normale Primaire et l'Usine de thé de Macenta.

Mercredi à 8 heures le Bureau Politique National a tenu un grand meeting avant de quitter Macenta pour la fédération de Kankan.

## « La force du P.D.G. reside dans le peuple travailleur » explique le nouveau gouverneur de Mamou aux militants de la fédération

A Mamou, du Samedi 14 et Dimanche 15 Mai 1966, Elhadj Mory Kéïta, Gouverneur de Région accompagné d'une importante délégation politique et administrative, a effectué une visite de prise de contact à travers les 11 Comités de base de la ville.

Dans chaque Comité les pionniers ont traduit éloquemment la grande joie des militantes et militants.

Le secrétaire fédéral, a au cours de ses prises de contact rappelé les principes du P.D.G. Il a par ailleurs présenté aux populations le nouveau gouverneur. Il a notamment précisé, qu'à Mamou comme partout ailleurs en République de Guinée M. El-Hadj Mory Kéïta se trouvait parmi ses frères et soeurs.

Dans leur allocution de bienvenue, les présidents des Comités ont exprimé à la délégation leurs remerciements. Ils ont salué à travers la personne du Gouverneur le Parti et le Gouvernement. En outre les Présidents des Comités ont souligné l'action positive des Femmes de

Mamou dans la lutte pour le triomphe de nos grands idéaux révolutionnaires. Ils ont d'autre part apprécié la contribution de chacune d'elles dans les travaux de notre Parti.

Dans sa réponse aux militants et aux responsables des Comités de base, M. Elhadj Mory Kéïta, a retracé la ligne du P.D.G. qu'il entend suivre et faire suivre. S'adressant à l'assistance il a déclaré en substance : « Nous comptons sur vous c'est le peuple qui demeure la force du P.D.G. Nous nous félicitons de l'unité créée au sein de vos comités respectifs ; redoublez de courage et de vigilance ».

A la fin de chaque allocution M. Elhadj Mory Kéïta a posé des questions aux présidents des Comités. Ces questions comme on le sait sont de nature à améliorer la formation politique et administrative des présidents de Comité.

Ces contacts directs établis entre nos responsables et les militants de base intensifient le rayonnement de notre Parti.

De notre correspondant  
Ibrahima Kaba

**Pour vendre ou pour acheter  
utilisez les petites annonces  
2 LIGNES POUR 600 FR.**

(PARUTION TROIS JOURS CONSECUTIFS)

ENVOYEZ DES AUJOURD'HUI  
VOTRE ANNONCE A L'ADRESSE DE

**« HOROYA »**

B. P. 341 OU BIEN A L'IMPRIMERIE  
« PATRICE LUMUMBA » 2ème ETAGE  
avec un chèque, un virement  
postal ou un mandat du montant

D'autre part notre service de publicité informe son aimable clientèle que les annonces et communiqués ne seront désormais plus publiés qu'après règlement des frais d'insertion



# La Guinée l'Afrique le monde

Suite de la première Page

d'exercer souverainement leurs responsabilités nationales.

Après les nombreux témoignages d'estime et d'admiration qui ont afflué depuis deux mois à la direction du Parti.

Nous publions ci-dessous une lettre émanant d'un étudiant soudanais.

★

Aux présidents Ahmed Sékou Touré et Dr. Kwamé N'Krumah.

Au nom de la lutte commune qui nous lie, au nom du mouvement de libération africaine, j'adresse à votre Excellence, mes sincères salutations et mon profond respect ainsi qu'à tous les patriotes à travers l'Afrique.

Messieurs les Présidents :

Ce jui arrive en Afrique en ce qui concerne le renversement des Révolutions nationales par l'impérialisme avec la complicité de quelques hommes politiques africains, n'est pas quelque chose d'honorable pour nous.

Mais nous sommes convaincus que l'impérialisme est maintenant en train de périr à jamais. Les peuples du monde ne veulent plus de l'époque de la domination coloniale et de la ségrégation raciale. Ils ont tous décidé, dans ce nouveau monde, de faire périr le honteux système colonialiste, impérialiste et néo-colonialiste.

Nous savons que les impérialistes ont dressé un plan diabolique visant à renverser par des Coups d'Etat, tous les Gouvernements révolutionnaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. C'est ainsi que par la force, les impérialistes ont remplacé les gouvernements progressistes de certains Etats. Mais nous voyons qu'ils ont par contre, échoué en République Arabe Unie à Cuba, en Guinée et en République du Yémen. Ce que veulent les impérialistes, c'est mettre à la place de ces Gouvernements progressistes, des régimes militaires, réactionnaires et dictatoriaux comme ils l'ont fait en Amérique Latine. Mais nous leur disons que nos peuples sont prêts à sauvegarder leur indépendance.

Messieurs les présidents,

Les étudiants soudanais ont

## La solidarité est le devoir de tous les mouvements de libération dans le monde

Messieurs les présidents, lutté et luttent encore avec leurs frères africains, arabes et asiatiques. La solidarité est le devoir sacré de tous les mouvements de libération dans le monde. Malheureusement, nous constatons que certains étudiants africains vivent avec la honteuse et primitive conception des choses et adoptent purement et simplement les odéologies réactionnaires.

Ils veulent être les insturments de l'impérialisme, cet impérialisme qui nous a dominés et exploités pendant des centaines d'années! Ils ne font que parler de Londres, de Washington, de Paris etc. Ils pensent tous à la culture de bas-fond de l'Occident et ont un sens erroné et pauvre du patriotisme. Je voudrais dire à ces frères égarés que la lutte pour la libération de l'Afrique se mène dans tous les domaines et singulièrement dans le domaine culturel où nous n'avons été que trop mystifiés.

Messieurs les Présidents,

Avec toutes les situations critiques et tous les obstacles que nous connaissons sur notre chemin à l'intérieur et en dehors de notre chère Afrique, dues aux méfaits de l'impérialisme et ses valets, et aussi avec l'existence de forces réactionnaires parmi la Jeunesse Africaine et les étudiants, notre devoir est de travailler dur dans la solidarité et dans un front uni pour augmenter les succès que nous avons remportés.

Nous pensons que si tous les gouvernements progressistes en République Arabe Unie, au Ghana, en Guinée, au Mali, Algérie, en Tanzanie et ailleurs s'unissaient fortement, l'Afrique haterait la défaite de l'impérialisme.

Nous savons aussi que certains officiers des armées africaines ont été formés dans les écoles impérialistes. Leur éducation et leur sentiments sont tels qu'ils ont des liens étroits avec

les impérialistes et ne peuvent, par conséquent résister aux dollars, aux livres sterlings et aux nouveaux francs.

Messieurs les Présidents,

Le Crime des instigateurs du coup d'Etat du Ghana et aussi grave que le meurtre du héros et patriote africain, PATRICE LUMUMBA, au Congo. Il a été un choc pour le monde progressiste et pour l'opinion africaine.

Bien sûr nous sommes peiné, mais nous ne sommes pas effrayés pour le peuple ghanéen parce que nous connaissons bien ce peuple qui nous a donné un homme comme le Dr. N'Krumah et qui avait fait de son pays un pays libre et fort au service de tous les mouvements de libération en Afrique et le monde entier; le peuple qui a foi au Pan-Africanisme et qui est l'un des premiers batisseurs de l'Unité Africaine, le peuple ghanéen ne peut être indéfiniment mis à genoux par l'impérialisme.

En fait, nous croyons fermement que le Dr. Kwamé N'Krumah retournera au Ghana et c'est pourquoi nous n'avons pas peur pour le peuple ghanéen de même que nous sommes sûrs que la honteuse clique militaire sera vaincue. Personne ne peut arrêter la marche de l'histoire. Le retour au pouvoir du Président N'Krumah et la formation d'un gouvernement révolutionnaire à tête de la Côte d'Ivoire est quelque chose de certain parce que les peuples de ces pays l'exigent et aussi parce que les gouvernements révolutionnaires de la Guinée, de la R.A.U. du Mali, d'Algérie et d'ailleurs les aideront, leur devoir étant d'être aux côtés de tous les pays africains et de tous les mouvements de libération nationale.

Messieurs les Présidents

Nous luttons avec acharnement ici contre les ingérences des ambassades étrangères dans les affaires des étudiants africains.

Nous souffrons non seulement de tous cela mais aussi des menées réactionnaires de certains étu-

dians africains aliénés qui se considèrent comme des Anglais ou des Français. Contre toutes ces forces et pour la survie de l'Unité Africaine et des mouvements de libérations nous luttons et nous irons de l'avant au prix de tous les sacrifices.

Tous les jours, nous trouvons notre soutien et notre encouragement dans les victoires quotidiennes des peuples du monde parmi lesquels le glorieux peuple vietnamien, les peuples de l'Amérique Latine et surtout, dans les victoires des peuples africains plus que jamais déterminés à mettre fin à leur exploitation et à leur humiliation messieurs les Président : Le Président Ahmed Sékou Touré et le peuple de Guinée ont prouvé à tout le monde que l'Afrique est un seul pays et un seul peuple, prêt à barrer la route aux impérialistes et aux forces réactionnaires. Cette courageuse attitude de la Guinée qui accélère l'histoire de l'Afrique, ne doit pas

nous surprendre. Elle est dans les traditions patriotiques de la guinée - Tous les Africains, pour la survie de l'Afrique, doivent, aujourd'hui, préférer la mort à la récolonisation.

Messieurs les présidents Ahmed Sékou Touré et Kwamé N'Krumah, vous me permettez de vous réaffirmer mon soutien et ma volonté d'être à vos côtés pour la défense de l'Afrique, dans notre lutte de libération politique et économique de notre continent. Je vous serre la main d'ici en République Socialiste de Roumanie et je vous promets que je suis prêts, avec votre permission et ordre, à aller en volontaire, combattre au Ghana, ou dans n'importe quel autre pays dominé par l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme.

Victoire à l'Afrique,

Vive le Président Kwamé N'Krumah

Vive le Président Sékou Touré

Vive l'Afrique indépendante

Vive l'Unité Africaine.

Signé Mohamed Osman,

Citoyen africain, Etudiant soudanais en République Socialiste de Roumanie.

## Extraits de la charte de l'O. U. A.

(Suite de la page 4)

Article III. - Les Etats membres, pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 2, affirment solennellement les principes suivants :

1) Egalité souveraine de tous les Etats membres ;

2) Non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats ;

3) Respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque Etat et de son droit inaliénable à une existence indépendante ;

4) Règlement pacifique des différends, par voie de négociation, de médiation, de conciliation ou d'arbitrage ;

5) Condamnation, sans réserve, de l'assassinat politique ainsi que des activités subversives exercées par des Etats voisins, ou tous autre Etats. Dévouement sans réserve à la cause de l'émancipation totale des territoires africains non encore indépendants ;

7) Affirmation d'une politique de non-alignement à l'égard de tous les blocs.

Article IV. - Chaque Etat Africain indépendant et souverain peut devenir membre de l'organisation.

Article V. - Tous les Etats membres jouissent des mêmes droits et ont les mêmes devoirs.

Article VI. - Les Etats membres s'engagent à respecter scrupuleusement les principes énoncés à l'article 3 de la présente Charte.

Article VII. - L'organisation poursuit les objectifs qu'elle s'est assignés, principalement par l'intermédiaire des institutions ci-après :

1) La conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement ;

2) Le conseil des Ministres ;

3) Le secrétaire général ;

4) La commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage.

Article VIII. - La conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement est l'organe suprême de l'organisation. Elle doit, conformément aux dispositions de la présente Charte, étudier les questions d'intérêt commun pour l'Afrique afin de coordonner et d'harmoniser la politique générale de l'organisation. Elle peut, en outre, procéder à la révision de la structure, des fonctions et des activités de tous les organes et de toutes les institutions spécialisées qui pourraient être créées conformément à la présente Charte.

Article IX. - La conférence est composée des Chefs d'Etat, de Gouvernement ou de leurs représentants dûment accrédités, et se réunit au moins une fois par an. Si un Etat le demande, et sous réserve de l'accord des deux tiers des membres, la conférence se réunit en session extraordinaire.

Article X. - 10) Chaque membre dispose d'une voix ;

2) Toutes les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des Etats membres de l'organisation ;

3) Toutefois, les décisions de procédure sont prises à la majorité simple. Il en est de même pour décider si une question est de procédure ou non ;

4) Le quorum est constitué par les deux tiers des Etats membres.

## LA JOURNÉE DE L'AFRIQUE

(Suite de la page 4)

plus en plus son oeuvre de sape. Il ne ménage rien : pressions, intimidation, et corruption sont devenues dès lors, avec la subversion, les armes essentielles de la réaction ».

Il a poursuivi : « les peuples africains savent que c'est pour se tailler de nouvelles bases d'agression et pour se maintenir en Rhodesie, au Mozambique, en Angola, en Afrique du Sud et ailleurs que l'impérialisme tient à troubler l'Afrique. »

« Dans cette entreprise, il échouera malgré tous ses moyens car les peuples de toute l'Afrique sont entièrement ac-

quis à la cause de la révolution véritable, intégrale et totale, at-il ajouté. On ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps ».

Il a indiqué que les peuples révolutionnaires d'Afrique n'étaient pas seuls. Ils bénéficient de l'apport et de l'appui de tous les pays révolutionnaires et progressistes du monde, qui mènent la même lutte contre le même ennemi commun : l'impérialisme international.

L'Afrique fera, a conclu le diplomate guinéen contre vents et marées, son unité et cela dans le sens de l'anti-impérialisme, de l'anti-colonialisme, et du neutralisme positif car elle tient, par dessus tout, à apporter sa contri-

bution originale et de qualité à la civilisation universelle.

De son côté, M. Liao Tcheng-Tche, président du comité chinois pour la solidarité afro-asiatique a déclaré que quelque soit le prix exigé, le peuple chinois soutient fermement la lutte révolutionnaire anti-impérialiste des peuples africains.

« Cette position révolutionnaire du peuple chinois, qui est fondée sur des principes, s'est attiré l'opposition et l'attaque frénétiques de l'impérialisme et de la réaction de tous les pays. Cela ne peut que prouver que le peuple chinois a très bien agi en soutenant la lutte des peuples d'Afrique et du monde. Nous poursuivrons notre façon d'agir et ne reculerons jamais, ne fut-ce que d'un seul pas. »



# HOROYA

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITE

Organe  
Quotidien  
du Parti  
Démocratique  
de Guinée

COMPTE CHEQUES POSTAUX (C.C.P.) 7770  
BANQUE CENTRALE R. G. (B.C.R.G.) 32-34-58

## 250 tracteurs yougoslaves à la Guinée

Au début du mois de mars 1966, un contrat est intervenu entre l'entreprise Yougoslave «Agrovojdovina» et «Agrima» de Conakry pour la livraison de tracteurs à la République de Guinée, ce qui représente la concrétisation des entretiens qui ont eu lieu au mois d'août 1965 entre les Présidents des Républiques de Yougoslavie et de la Guinée.

Ce contrat prévoit la livraison de 200 tracteurs «Zadugar» de 50 CV et 50 tracteurs «JMT» — 533 de 35 CV. En même temps que les tracteurs, s'effectue la livraison du matériel agricole accessoire : 250 charrues à disques à 3 et à 2 sillons, 250 herses à disques, 250 remorques, un grand nombre de semeuses, des turbo-arroseurs, des atomiseurs, des citernes pour eau etc, avec les quantités correspondantes de pièces de rechange. D'autre part, ont été livrés des ateliers ambulants de réparation et d'entretien concernant les tracteurs et les machines agricoles livrés.

Quoique le contrat ait été signé au mois de mars de cette année, les entreprises yougoslaves ont déjà livré presque la totalité du matériel contracté.

Une livraison si rapide reflète une profonde compréhension mutuelle car, grâce à des livraisons rapides, l'agriculture guinéenne aura déjà au cours de cette année la possibilité de mettre en valeur de nouvelles et grandes surfaces de terre.

Simultanément avec le matériel, les entreprises yougoslaves envoient un certain nombre d'experts et de techniciens en vue d'enseigner promptement et sur place aux cadres correspondants le maniement et l'entretien des tracteurs et des machines achetés.

## A l'occasion de la journée de l'Afrique

A l'occasion de la journée de l'Unité Africaine le Président de la République Fédérale d'Allemagne a adressé le 25 Mai à l'empereur Haïlé Sélassié le télégramme dont voici des extraits :

«A l'occasion du troisième anniversaire de la création de l'OUA je transmets à Votre Majesté, en sa qualité de porte-parole qualifié de l'Unité Africaine et de souverain du pays abritant le siège de l'organisation mes vœux les plus cordiaux.

«J'exprime l'espoir que la grande entreprise qu'est l'unification de nos continents trouve le succès souhaité.»

A l'occasion du III<sup>e</sup> anniversaire de la Journée de libération de l'Afrique, nous publions dans les colonnes suivantes, des extraits de la Charte de l'O.U.A.

«Nous Chefs d'Etat Africains et Malgache réunis à Addis-Abebba (Ethiopie).

— Convaincus que les peuples ont le droit inaliénable de déterminer leur propre destin.

— Conscients du fait que la liberté, l'égalité, la justice et la dignité sont des objectifs essentiels à la réalisation des aspirations légitimes des peuples africains.

— Sachant que notre devoir est de mettre les ressources naturelles et humaines de notre continent au service du progrès général de nos peuples dans tous les domaines de l'activité humaine.

— Guidés par une commune volonté de renforcer la compréhension et la coopération entre nos Etats afin de répondre aux aspirations de nos populations vers la réalisation d'une frater-

## LA CELEBRATION DE LA JOURNEE DE L'AFRIQUE

Dans une déclaration publiée à la veille de la journée de la libération de l'Afrique, qui marque le troisième anniversaire de la fondation de l'Organisation de l'Unité Africaine, M. Diallo Telli, Secrétaire général de l'OUA a déclaré que l'année écoulée avait été pour les africains celle où les problèmes coloniaux s'étaient cristallisés et où ils avaient été à repenser leur stratégie dans le combat de libération, à la lumière de la situation en Rhodésie.

M. Telli a déclaré en outre qu'en dépit des graves tensions et crises qui se sont produites entre Etats africains, l'idée de soumettre tout litige aux organismes compétents de l'OUA avait tellement gagné en force qu'aucun gouvernement africain ne songeait à s'y dérober.

Des progrès ont indéniablement été réalisés en ce domaine car il y a deux ans des litiges interafricains ont par deux fois dégénéré en conflits armés, a-t-il dit.

Le Secrétaire général a déclaré que la situation en Rhodésie indiquait d'une façon patente qu'aucune négociation valable n'est possible avec le régime Smith.

M. Telli a également lancé un appel en faveur d'une action concertée contre le régime colonial portugais en Afrique et l'apartheid en Afrique du Sud.

Par ailleurs plus de mille personnes de différents milieux de la capitale chinoise ont participé mardi soir à un meeting solennel à l'occasion de la «journée pour la libération de l'Afrique» afin d'exprimer leur soutien résolu aux peuples africains qui luttent héroïquement contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme et pour la conquête et la sauvegarde de l'indépendance nationale.

Dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion M. Sékou Camara ambassadeur de Guinée à Pékin a déclaré, au nom des missions diplomatiques africaines en Chine, que marquer en Chine Populaire cette journée avec tant d'éclat et de sérieux confirmait l'amitié réelle, militante que nourrit le grand peuple chinois pour notre continent, et, d'une façon générale, pour tous les pays sous-développés ou opprimés à travers le monde.

«L'impérialisme a repris de

(Suite page 3)

## Extraits de la charte de l'O. U. A.

nité et d'une solidarité intégrées dans une unité plus vaste qui transcende les divergences ethniques et nationales.

— Convaincus que pour mettre cette détermination au service du progrès humain, il importe de créer et de maintenir des conditions de paix et de sécurité.

— Fermelement résolus à sauvegarder et à consolider une indépendance et une souveraineté durement conquises, ainsi que l'intégrité territoriale de nos Etats, et à combattre le néo-colonialisme sous toutes ses formes.

— Voués au progrès général de l'Afrique.

— Persuadés que la Charte des Nations-Unies et la Déclaration Universelle des Droits de l'homme, aux principes desquelles nous réaffirmons notre adhésion offrent une base solide pour une coopération pacifique et fructueuse entre nos Etats.

— Désireux de voir les Etats africains s'unir désormais pour assurer le bien-être de leurs peuples.

— Résolus à réaffirmer les liens entre nos Etats en des institutions communes et en les renforçant.

— Sommes convaincus :

Article premier. — Les hautes parties contractantes constituent par la présente Charte, une organisation dénommée «Organisa-

tion de l'Unité Africaine». L'organisation devra inclure les Etats Africains continentaux, Madagascar et toutes les îles entourant le continent.

Article II. — 1<sup>o</sup>) Les objectifs de l'organisation sont les suivants :

a) Renforcer l'unité et la solidarité des Etats Africains et Malgache.

b) Coordonner et intensifier leur coopération et leurs efforts pour offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples d'Afrique.

c) Défendre leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur indépendance.

d) Eliminer sous toutes ses formes le colonialisme de l'Afrique.

e) Favoriser la coopération internationale, en tenant compte de la Charte des Nations-Unies et de la déclaration universelle des droits de l'homme.

2<sup>o</sup>) A ces fins, les Etats membres coordonneront et harmoniseront leurs politiques générales, en particulier dans les domaines suivants :

a) Politique et diplomatie

b) Economie, transport et communications.

c) Education et Culture

d) Santé, hygiène et nutrition.

e) Science et technique

f) Défense et sécurité.

(Suite page 3)

## LE PRESIDENT ZAMBIEN CONDAMNE LA POLITIQUE DE LA GRANDE-BRETAGNE SUR LE PROBLEME RHODESIEN

Le journal «Nationalist» rapporte que le président Zambien Kenneth Kaunda a sévèrement condamné lundi la politique du gouvernement britannique sur la Rhodésie du Sud.

Prenant la parole à un rassemblement de masse à Lusaka, M. Kaunda a dit qu'il proposerait l'expulsion de la Grande-Bretagne du Commonwealth si le régime Smith de la Rhodésie n'était pas renversé avant la prochaine conférence des premiers ministres du Commonwealth.

Cette conférence doit se tenir en juin ou en juillet prochain, et le président s'oppose à l'intention de la Grande-Bretagne d'ajourner la conférence.

Sur la question de la Rhodésie du Sud, la Grande-Bretagne cherchait à gagner du temps et jouait des manœuvres de dupe, essayant d'empêcher les pays africains de prendre des actions pour renverser le régime Smith, en sorte que la domination coloniale de la Grande-Bretagne sur la Rhodésie du sud serait toujours maintenue.

